FINANCE, RENOUVELABLES

Un cinquième recours contre la PPE3 a été déposé devant le Conseil d'Etat

par LA RÉDACTION

Même si le gouvernement de Sébastien Lecornu a très habilement joué pour passer en force et promulguer par décret le 13 février la PPE3 (Programmation pluriannuelle de l'énergie version 3) sans provoquer de crise politique. Les critiques de ce document jugé contraire à l'intérêt général par la plupart des autorités scientifiques indépendantes du pays (Académie des sciences, Académie des technologies, Haut-commissariat à l'énergie atomique...), restent vives. Ainsi, pas moins de cinq recours contre la PPE3 ont été déposés devant le Conseil d'Etat et portent à la fois sur le fond de la

politique énergétique du pays, sur son coût pour les finances publiques et les contribuables et sur la forme, à savoir recourir à un décret plutôt qu'à une loi votée par le Parlement. Maintenant, le Conseil d'Etat nous a habitué depuis des années à des décisions très politiques...

En tout, ce sont donc pas moins de cinq recours qui ont été déposés devant le Conseil d'Etat contre le gouvernement Lecornu pour contester la promulgation par décret de la PPE3 (Programmation pluriannuelle de l'énergie) le 13 février dernier. Cela illustre la colère suscitée par le passage en force d'un texte qui revient à investir des centaines de milliards d'euros, que le pays surendetté n'a pas, dans des capacités de production renouvelables intermittentes dont le pays n'a nul besoin. Il produit déjà en surabondance une électricité décarbonée à plus de 95%. Cela revient aussi à privatiser au frais du contribuable et du consommateur la production d'électricité en France au détriment d'EDF et de son parc nucléaire public. On privatise les bénéfices à coup

de subventions massives et de hausses des factures pendant des dizaines d'années et on nationalise les pertes…

Les cinq recours déposés devant le Conseil d'Etat sont les suivants :

Voir Modèle (PDF)

Give Me Recipe

-Un premier l'a été par la Fédération Environnement Durable (FED) et vent de colère Fédération nationale.

-Une seconde requête a été déposée par Me William Azan au nom de plusieurs collectifs citoyens et personnalités, dont Les Sentinelles de Vauban, Réveils des Terroirs, l'UFPA…

-Un troisième recours a été introduit par l'association Contribuables Associés qui évoque un « *hold-up fiscal sur la facture des Français* ».

-Un quatrième recours a été déposé par le Cérémé et PNC France qui dénoncent un vice de forme (le Cérémé est actionnaire de la société éditrice de Transitions & Energies).

-Enfin, un cinquième recours vient d'être déposé il y a quelques jours par le Réseau Energie Terre & Mer (RETM) et par l'Association Vents des Maires. Vous trouverez leur communiqué ci-dessous.

> « *Madame, Monsieur,*
> *142 associations de 50 départements ont déposé le 11 avril 2026 auprès du Premier Ministre un recours gracieux contre la Programmation pluriannuelle de l'Energie (PPE3) en raison des risques majeurs qu'elle*

fait courir à l'économie de la France et au système énergétique français.

Elles ont proposé huit modifications du décret publié le 12 février 2026 pour faire baisser le prix de l'électricité et redonner la main aux territoires français pour un développement raisonnable et équilibrée des vraies énergies renouvelables :

Celles qui apportent une réindustrialisation réelle des territoires, la compétitivité de l'économie française, l'indépendance et la sécurité d'approvisionnement du système énergétique français, et une décarbonation rapide des usages dépendant encore des énergies fossiles.

Par ailleurs les membres fondateurs du réseau Energies Terre&Mer ont contribué à la préparation du rapport de MM. Jean-Bernard Levy et Thierry Tuot en alertant sur les risques de la surproduction électrique impactant le coût complet de l'électricité,

de l'urgence de disposer du coût complet de toutes les énergies pour retenir un mix énergétique résilient, équilibré et compétitif.Les signataires partageront le mardi 12 mai à 18h00 les conditions de mise en œuvre au sein des départements français de ces propositions et leurs recommandations pour la révision des Futurs énergétique 2050 engagée par RTE en juillet 2025.

Ces réunions auront lieu dans une dizaine de villes françaises (Dunkerque, Amiens, Epernay, Château-Thierry, Dijon, Fécamp, Angers, Laval, Vannes, Marmande, Moulins,...). Les détails vous seront transmis dans les prochains jours.Vous trouverez ci-joint le Communiqué de presse et les contributions RETM au rapport de MM Jean-Bernard Levy et Thierry Tuot en ligne sur le site du Ministère de l'Economie.

En restant à votre disposition pour toute clarification

> *Nicolas BOUR, Porte-parole RETM, www.retm.fr*
>
> *Pierre-Emmanuel PICARD, Délégué Vent des maires*
>
> ».

Le lien vers la contribution de RETM, publiée en annexe du rapport Lévy-Tuot, se trouve ici. Voici quelques extraits de ce document qui fait un constat implacable.

« *Depuis 2023 avec une électricité décarbonée à 95%, les productions additionnelles de l'éolien et du solaire sont inutiles (surproduction) et conduisent systématiquement à une surmodulation des centrales nucléaires (risques techniques et perte massive de revenu d'EDF : plus de 5 Mds€/an) et à des indemnisations considérables des promoteurs (7 Mds€/an en 2025) financées par les usagers et les contribuables pour arrêter le solaire et l'éolien devenant de plus en plus inutiles. Il est urgent de stopper ce virus de la cloche solaire et notamment les 30 GW de projets solaires en cours*

d'instruction et d'étude dans tous les départements français au Sud, mais aussi au Nord de la Loire…

Aides Pompe à Chaleur 2026

Propriétaires de maison: Bénéficiez jusqu'à 70% d'Économies sur vos factures de chauffage.

Organisme Poı

Les projets en cours de développement au 1er janvier 2025 représentent 120% de la capacité éolienne et solaire installées durant les 25 dernières années et vont contribuer directement à amplifier les séquences de prix négatifs, d'effacement et d'indemnisation des opérateurs pour ne pas produire. Il s'agit du risque actuel le plus important sur le système énergétique français et d'une vraie bombe à retardement sur le prix de l'électricité et les finances publiques. En particulier le solaire, avec 31 GW de projets en cours, est un risque majeur en raison

de son impact direct sur l'intensité du pic solaire entre avril et octobre. »

RTEM recommandait donc à Jean-Bernard Levy et Thierry Tuot de « *supprimer tous les facteurs qui ont conduit depuis 15 ans à cette surproduction en France. Les principaux leviers disponibles pour le gouvernement sont de :*

- *Réduire le déséquilibre production/consommation qui génère des surcoûts et des inefficacités du système énergétique en stoppant les énergies responsables de cette croissance de la production et en favorisant l'électrification des usages, surtout vers la mobilité électrique, l'usage de loin le plus carboné ;*
- *Mettre en œuvre des mesures de fiscalité, notamment celles proposées par le Sénat en juillet 2024 ;*
- *Favoriser les énergies dont le LCOE et le coût complet sont les plus faibles (voir section 1.2). Concernant les énergies renouvelables électriques intermittentes, il faut éviter de transférer vers le budget des ménages des coûts échoués, les*

coûts liés à leur impact sur le réseau et les surcoûts liés à la surproduction. Les solutions de stockage (hors STEP existantes) ne sont pas à considérer, car elles ne feraient que contribuer à l'augmentation du coût complet de l'électricité. »

Inutile de dire que ces recommandations n'ont pas vraiment été entendues…

Facebook Twitter LinkedIn

REGISTRE : CÉRÉMÉ, CONSEIL D'ETAT, FÉDÉRATION DE L'ENVIRONNEMENT DURABLE, FINANCES PUBLIQUES, GOUVERNEMENT FRANÇAIS, JEAN-BERNARD LÉVY, PPE3, PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE, RENOUVELABLES INTERMITTENTS, SÉBASTIEN LECORNU

À PROPOS DE L'AUTEUR

La rédaction

Newsletter

Inscrivez-vous gratuitement à la newsletter de Transitions & Énergies.

Email

Prénom

Nom

Je m'inscris

VOIR AUSSI

FINANCE

La part d'ombre de l'objectif Net Zéro émissions

par LA RÉDACTION •

16 avril 2026

FINANCE

Electrification des usages, le gouvernement vit dans un monde imaginaire

par LA RÉDACTION •

13 avril 2026

MOBILITÉ

Demain, le mix électrique français sera-t-il plus « vert » avec ou sans nucléaire?

par LA RÉDACTION •

11 avril 2026

FINANCE

Rapport Lévy-Tuot sur le coût des renouvelables, comment ne surtout pas répondre à la question posée

par LA RÉDACTION •

10 avril 2026

FINANCE

Les résultats désastreux du soutien de l'Etat aux véhicules électriques

par LA RÉDACTION •

8 avril 2026

FINANCE

Comment est fixé le prix d'un litre de carburant ?

par LA RÉDACTION •

4 avril 2026

RENOUVELABLES

Les renouvelables intermittents ne sont pas vraiment renouvelables

par LA RÉDACTION •

3 avril 2026

RENOUVELABLES

Le gouvernement espagnol ne peut plus dissimuler les causes réelles du blackout du 28 avril

par LA RÉDACTION •

1 avril 2026

FINANCE

La part d'ombre de l'objectif Net Zéro émissions

L'Europe et la plupart des pays occidentaux, en-dehors des Etats-Unis de Donald Trump, s'accrochent à l'objectif de Net Zéro émissions ...

par LA RÉDACTION • 16 avril 2026

FINANCE

Electrification des usages, le gouvernement vit dans un monde imaginaire

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, veut accélérer l'électrification des usages, notamment dans les transports et le chauffage des bâtiments. Tant ...

par LA RÉDACTION • 13 avril 2026

MOBILITÉ

Demain, le mix électrique français sera-t-il plus « vert » avec ou sans nucléaire?

Au-delà de l'enjeu urgent de la transition énergétique, tous les mix électriques ne se valent pas en termes d'impacts environnementaux. ...

par LA RÉDACTION • 11 avril 2026

FINANCE

Rapport Lévy-Tuot sur le coût des renouvelables, comment ne surtout pas répondre à la question posée

Le gouvernement Lecornu est parvenu à ses fins. Il a réussi à rendre quasiment inoffensifs et presque invisibles les trois ...

par LA RÉDACTION • 10 avril 2026

FINANCE

Les résultats désastreux du soutien de l'Etat aux véhicules électriques

La Cour des comptes vient encore, dans l'indifférence générale, de dénoncer dans un énième rapport les errements des politiques publiques ...

par LA RÉDACTION • 8 avril 2026

FINANCE

Comment est fixé le prix d'un litre de carburant ?

Les prix à la pompe montent comme une fusée, mais descendent comme une plume. Un paradoxe en apparence mystérieux. En ...

par LA RÉDACTION • 4 avril 2026

Kiosque

Dans quels points de vente trouver le magazine ?

Lire les magazines

Acheter un magazine papier

Acheter un magazine numérique

Abonnement

Découvrir les offres d'abonnement

Imprimer le formulaire d'abonnement

Accéder à mon compte client

Newsletter

S'inscrire à la newsletter Transitions & Énergies

Besoin d'aide

Foire aux questions

Contacter le service client

Services

Vidéos de Transitions & Energies

Agenda

Suivez-nous

Applications

Disponible sur App Store

DISPONIBLE SUR Google play

TRANSITIONS & ENERGIES – COPYRIGHT © 2026.